

BIENS ET TRAVAUX

La condition juridique
des approches aéroportuaires

La fiducie publique
et la domanialité publique

CONTENTIEUX

La présidence du conseil
de préfecture par le préfet

Liberté et loyauté de la preuve
devant le juge administratif

DROITS ET LIBERTÉS

Le contrôle de l'exécution des arrêts
de la Cour européenne des droits
de l'homme

- aspects européens : acteurs politiques et acteurs juridictionnels
- aspects de droit français : le cas d'une sanction administrative in conventionnelle

Entreprise privée, laïcité, liberté religieuse. L'affaire *Baby-Loup*

COLLOQUE

Culture et concurrence :
quel cadre juridique
pour l'action publique ?

Précisions sur le régime des décisions de transfert
et de refus de transfert des détenus

FONCTION PUBLIQUE

Harcèlement moral dans la fonction publique
et responsabilité de l'administration

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

La compétence législative pour établir un pouvoir
de sanction en matière contractuelle

CHRONIQUES

- Droit administratif et droit de l'Union européenne
- Droit public financier

DIRECTION
 Directeurs :
 Pierre Delvolvé et Pierre Bon
 Secrétaire général :
 Dominique Pouyaud
Professeur à l'Université Paris Descartes (Paris V)
 Secrétaire général adjoint :
 Coralie Mayeur-Carpentier
Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté

31-35, rue Froidevaux,
 75685 Paris cedex 14
 E-mail : rfa@dalloz.fr

**PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE,
 DIRECTRICE DE LA PUBLICATION**
 Sylvie Faye

ÉDITION
 Secrétaire de rédaction :
 Marie Thomas
 Tél. rédaction : 01 40 64 12 81
 Fax : 01 40 64 54 66
 E-mail : m.thomas@dalloz.fr
 Chargé d'édition numérique :
 Jean-Marc Pastor

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS
 Directrice des abonnements :
 Yvette Nay
 80, avenue de la Marne - 92541 Montrouge Cedex
 Fax : 01 41 48 47 92

Responsable relation clients :
 Marie-Hélène Tylman
 Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC/mn)
 Revue bimestrielle (6 numéros par an)
 Prix de l'abonnement 2014 TTC (1 an).
 France 331,83 €
 DOM 348,62 €
 Étranger 352,25 €
 Prix au numéro : 72,49 €

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Dettenford - D-83075 Feinbach - Allemagne).

ÉDITIONS DALLOZ
 Société anonyme
 au capital de 3956040 euros
 Siège social :
 31-35 rue Froidevaux - Paris 14^e
 RCS Paris 572 195 550
 Siret 572 195 550 00098
 Code APE 5811Z
 TVA FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut
 La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

CPPAP n° 1018 T 83763
 ISSN 0763-1219

Imprimé en France par JOUVE
 1, rue du Dr Sauvé - 53100 Mayenne
 Dépôt légal : novembre 2014

(COLLOQUE) 825 (RUBRIQUES) 901

Culture et concurrence : quel cadre juridique pour l'action publique ?

Repères
 Culture et concurrence : le rôle de l'Autorité de la concurrence
 par Elisabeth FLÛRY-HERARD 825

Culture et concurrence : un angle d'approche économique
 par Laurent BENZONI 831

Culture et concurrence selon le juge administratif
 par Sophie NICINSKI 836

Culture, concurrence et droit européen
 par Marie CORNU 841

Exception, exemption, diversité culturelle... Figures de la dérogation au droit de la concurrence
 par Serge REGOURD 846

Manifestations
 Les monopoles
 par Didier TRUCHET 851

Le droit des concentrations et les industries culturelles
 par Pascale IDOUX 856

La réglementation des prix
 par Philippe TERNEYRE 861

Aides et fiscalité de la culture
 par Denis JOUVE 864

La diversité des régulateurs nationaux sectoriels
 par Jean-François BRISSON 869

Concurrence et mode de gestion du service public culturel
 par Eric LANDOT 875

Les entreprises publiques culturelles
 par Sébastien SAUNIER 880

L'Opéra de Paris : les mutations d'une entreprise publique culturelle face aux contraintes économiques
 par Aurélien ANTOINE 886

Patrimoine et concurrence
 par Jean-Christophe VIDELIN 891

Numérique et concurrence
 par Lucien RAPP 896

BIENS ET TRAVAUX
 Remarques sur la condition juridique des approches aériennes aéroportuaires
 par Philippe RODIER 901

La fiducie publique, cousine d'Amérique de la domanialité publique
 par Frédéric SCHNEIDER 907

CONTENTIEUX
 Entre mythe et réalités : la présidence du conseil de préfecture par le préfet
 par Philippe VIUDÈS 919

Liberté et loyauté de la preuve devant le juge administratif
 Conclusions sur Conseil d'État, Section, 16 juillet 2014, M. Freddy G., n° 355201
 par Vincent DAUMAS 924

DROITS ET LIBERTÉS
 Le contrôle de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

1. Aspects européens : acteurs politiques et acteurs juridictionnels
 par Katarzyna BLAY-GRABARCZYK, Mustapha AFROUKH et Aurélie SCHAHMANECHE 935

2. Aspects de droit français : le cas d'une sanction administrative inconstitutionnelle
 Conclusions sur Conseil d'État, Assemblée, 30 juillet 2014, M. Vernes, n° 358564
 par Suzanne VON COESTER 945

Entreprise privée, laïcité, liberté religieuse. L'affaire Baby-Loup
 Note sous Cour de cassation, Assemblée plénière, 25 juin 2014, n° 13-28.369
 par Pierre DELVOLVÉ 954

Précisions sur le régime des décisions de transfert et de refus de transfert des détenus
 Note sous Conseil d'État, 13 novembre 2013, M. Agamemnon, n° 338720 et M. Puci et Garde des Sceaux, ministre de la justice, n° 355742
 par Delphine POLLET-PANOUSSIS 965

FONCTION PUBLIQUE
 Harcèlement moral dans la fonction publique et responsabilité de l'administration
 Conclusions sur cour administrative d'appel de Marseille, 4 avril 2014, M. et Mme Rieux, n° 11MA1684
 par Isabelle HOGEDÉZ 973

rfda

REVUE FRANÇAISE DE DROIT ADMINISTRATIF

S O M M A I R E

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Chronique de droit administratif
et droit de l'Union européenne

1^{er} janvier 2014 - 1^{er} juillet 2014

par Laure CLÉMENT-WILZ,

Francesco MARTUCCI

et Coralie MAYEUR-CARPENTIER 985

DROIT ADMINISTRATIF ET DROIT CONSTITUTIONNEL

La compétence législative
pour établir un pouvoir de sanction
en matière contractuelle

Conclusions sur cour administrative d'appel
de Marseille, 2 juin 2014, *Société*

Aménagement services, n° 11MA03606

par Emilie FELMY 1003

CHRONIQUES 1015

DROIT ADMINISTRATIF ET FINANCES PUBLIQUES

Chronique de droit public financier

par Martin COLLET et Gabriel ECKERT. . 1015

TABLES 1027